



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 72.087/2/V
du 12 septembre 2022

advies 72.087/2/V
van 12 september 2022

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
21 avril 1983 fixant les
modalités de l'agrément des
médecins spécialistes et des
médecins généralistes'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
21 april 1983 tot vaststelling
van de nadere regelen voor
erkenning van
artsen-specialisten en van
huisartsen'

Le 16 août 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 21 avril 1983 fixant les modalités de l'agrément des médecins spécialistes et des médecins généralistes'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 12 septembre 2022. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Bernard BLERO et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Esther CONTI, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Anne-Stéphanie RENSON, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 septembre 2022.

*

Op 16 augustus 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 april 1983 tot vaststelling van de nadere regelen voor erkenning van artsen-specialisten en van huisartsen'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 12 september 2022. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Christine HOREVOETS, staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor, en Esther CONTI, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne-Stéphanie RENSON, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 september 2022.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. De l'accord de la déléguée du Ministre, à l'alinéa 1^{er}, il convient de viser également l'article 96/1 de la loi coordonnée du 10 mai 2015 'relative à l'exercice des professions des soins de santé', inséré par la loi du 18 mai 2022, dès lors que cette disposition constitue le fondement juridique des articles 3 à 5 du projet.
2. Le préambule sera complété par le visa de l'arrêté royal du 29 février 2016, qui est modifié par l'article 7 du projet ¹.
3. À l'alinéa 4, il convient de compléter la date à laquelle l'accord de la Secrétaire d'État au Budget (et non « Ministre du Budget ») a été donné, à savoir le 28 juin 2022.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. Conformément aux principes de technique législative, la phrase liminaire de l'article 1^{er} sera rédigée comme suit :

« L'article 5 de l'arrêté royal du 21 avril 1983 fixant les modalités de l'agrément des médecins spécialistes et des médecins généralistes, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 29 février 2016, est remplacé par ce qui suit : ».

Le texte en projet commencera en outre par la mention « Art. 5. », cette observation valant également, *mutatis mutandis*, pour les articles 6, 6bis, 6ter et 6quater en projet (articles 2, 3, 4 et 5 du projet) ².

2. À l'article 5, § 2, alinéa 1^{er}, en projet, il y a chaque fois lieu de viser plus précisément l'alinéa 1^{er} de l'article 6, § 1^{er}, auquel il est fait référence.

¹ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, <http://www.raadvst-consetat.be>, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 29 et 30 et formule F 3-3.

² *Ibidem*, formules F 4-2-3-1 et F 4-2-3-2.

La même observation vaut s'agissant des articles 5, § 6, alinéa 3, en projet, 6^{ter}, § 1^{er}, en projet (article 4 du projet) et 6 du projet.

3. À l'article 5, § 2, alinéa 1^{er}, 4^o à 9^o, en projet, le mot « disposition » et les mots « in de bepaling onder » seront omis.

Une observation analogue vaut pour la version française de l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6^o et 9^o, en projet (article 2 du projet), pour les deux versions linguistiques de l'article 6, § 1^{er}, alinéas 2 et 4, en projet et de l'article 6^{ter}, § 1^{er} (phrase introductive), en projet (article 4 du projet) et pour la version française de l'article 7, 1^o, du projet.

4. Dans la version française, les 1^o, 2^o et 3^o de l'article 5, § 2, alinéa 2, en projet commenceront par l'article « la » ou « le ».

5. Dans la version française de l'article 5, § 6, alinéa 3, en projet, le mot « seuls », utilisé deux fois, est redondant avec la formule « ne concerne que » et doit chaque fois être omis.

Article 2

1. Dans la phrase liminaire, il convient de préciser que l'article 6 de l'arrêté royal du 21 avril 1983 'fixant les modalités de l'agrément des médecins spécialistes et des médecins généralistes' a été modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 29 février 2016.

2. Conformément à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o et 7^o, en projet, le Conseil supérieur des médecins spécialistes et des médecins généralistes se compose notamment de douze médecins agréés comme médecins spécialistes, proposés par les facultés de médecine, et de douze médecins agréés comme médecins généralistes, proposés par les facultés de médecine.

À cet égard, la section de législation a déjà fait observer ce qui suit :

« 9. Le collège visé à l'article 10 de la proposition de loi peut définir les actes relevant des trois catégories les plus lourdes et rend des avis sur les normes architecturales, fonctionnelles et organisationnelles pour toutes les catégories d'installations. Le collège est composé de neuf médecins et d'un infirmier qui représentent les praticiens concernés, d'un représentant du SPF Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement, mais aussi de quatre médecins proposés par les facultés de médecine et de trois membres proposés par la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale.

[...]

9.2. Le principe de l'autonomie respective de l'État fédéral, des communautés et des régions s'oppose à ce que l'une de ces autorités prévoie la participation obligatoire d'une autorité relevant d'un autre niveau de pouvoir dans la composition des organes qu'elle institue. La proposition de loi méconnaît ce principe en prévoyant que le collège sera obligatoirement composé de membres représentant des universités qui sont organisées par une communauté [...].

Une telle participation obligatoire ne pourrait être envisagée que moyennant le respect de l'un des mécanismes de coopération prévus à cet effet par le titre IV^{bis} de la loi spéciale du 8 août 1980 précitée.

En l'espèce, il pourrait être fait application de l'article 92^{ter} de la loi spéciale du 8 août 1980 précitée pour ce qui concerne la représentation des institutions universitaires organisées par les communautés et qui n'ont pas de personnalité juridique propre, et en ce qui concerne les représentants des communautés. Il en résulte que la désignation des représentants concernés doit faire l'objet d'un arrêté royal, adopté après délibération en Conseil des ministres et avec l'accord des gouvernements des communautés concernées. En revanche, pour les représentants des universités organisées par les communautés, mais qui disposent d'une personnalité juridique propre, un accord de coopération au sens de l'article 92^{bis} de la loi spéciale du 8 août 1980 précitée est requis. En effet, comme la section de législation l'a déjà relevé ³, l'article 92^{ter} ne concerne que la représentation des communautés en tant que telles et non d'institutions qui en relèvent et qui ont une personnalité juridique distincte.

Par ailleurs, comme l'a déjà observé la section de législation du Conseil d'État, il convient, pour respecter les règles répartitrices de compétence, que l'organisme fédéral dans lequel siègent des représentants des entités fédérées garde son caractère fédéral, ce qui exclut que cet organisme soit entièrement ou essentiellement composé de représentants des entités fédérées ou que ces représentants y jouent un rôle prépondérant ⁴. Cette condition est remplie en l'espèce dès lors que seulement sept des dix-huit membres du collège sont des représentants des communautés ou d'universités organisées par les communautés.

9.3. Les observations qui précèdent concernant les représentants des universités découlent du fait que l'article 10 de la proposition de loi semble considérer les membres issus des institutions universitaires comme des représentants de celles-ci. Toute autre serait la situation si ces personnes n'étaient pas considérées comme des représentants de leurs institutions mais bien comme des membres en tant que tels ⁵. Il pourrait, par exemple, être prévu que les membres concernés sont issus des institutions universitaires mentionnées et qu'ils sont nommés par le Roi, sans préciser qu'ils sont présentés par ces institutions, ce qui donnerait à penser qu'ils les représentent. La disposition ainsi reformulée ne porterait pas atteinte, pour ce qui concerne les membres concernés, au principe de l'autonomie respective précitée. [...] » ⁶.

Pareille observation peut être réitérée en l'espèce.

³ Note de bas de page n° 17 de l'avis cité : Voir l'avis 32.166/2/V du 12 septembre 2001 sur un avant-projet devenu la loi du 22 mars 2002 portant modification de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, *Doc. parl.*, Chambre, 2000-2001, n° 1422/1, pp. 33 et 34.

⁴ Note de bas de page n° 18 de l'avis cité : Voir l'avis 44.243/AG du 10 avril 2008 sur une proposition de loi spéciale portant des mesures institutionnelles, *Doc. parl.*, Sénat, 2007-2008, n° 4-602/2, p. 36.

⁵ Note de bas de page n° 19 de l'avis cité : Voir l'avis 39.847/VR-39.848/VR du 8 février 2006 sur une proposition de loi portant création d'un Conseil consultatif fédéral des seniors et une proposition de loi instituant un Comité consultatif fédéral pour le secteur des seniors, *Doc. parl.*, Sénat, 2005-2006, n° 3-1027/3, p. 4 et l'avis 47.567/VR des 12 et 19 janvier 2010 sur un avant-projet (titre VIII – Politique scientifique) devenu la loi du 28 avril 2010 portant des dispositions diverses, *Doc. parl.*, 2009-2010, n°s 52-2423/1 et 52-2424/1, p. 154-155.

⁶ Avis 49.794/VR/3-49.795/VR/3 donné le 28 juin 2011 sur une proposition de loi 'réglementant les qualifications requises pour poser les actes d'esthétique médicale invasive' (*Doc. parl.*, Sénat, 2010-2011, n° 5-62/2, pp. 1 à 18, <https://www.senate.be/avis/49.794>) et sur une proposition de loi 'réglementant les installations extrahospitalières où sont pratiqués des actes invasifs d'esthétique' (*Doc. parl.*, Sénat, 2010-2011, n° 5-63/2, pp. 1 à 18, <https://www.senate.be/avis/49.795>).

3. À l'article 6, § 1^{er}, en projet, l'alinéa 3 énonce que,

« [p]our chacun des membres effectifs et suppléants visés à l'alinéa premier, 3° à 9° inclus, les instances respectives qui émettent les propositions, proposent conjointement un nombre égal de candidats francophones et néerlandophones ».

De la même manière, l'article 6, § 1^{er}, alinéa 4, troisième phrase, en projet dispose que,

« [p]ar catégorie visée à l'alinéa premier aux dispositions 2° à 9° inclus, il est nommé un même nombre de membres effectifs francophones et néerlandophones et un même nombre de membres suppléants francophones et néerlandophones ».

Il conviendrait de préciser dans le dispositif de l'arrêté comment cette qualité de « francophone » et de « néerlandophone » sera déterminée pour l'application de ces dispositions en projet.

Article 4

1. Il est recommandé d'assortir le projet examiné d'un rapport au Roi, qui pourrait fournir les éclaircissements nécessaires à propos des conditions de reconnaissance envisagées par le projet (spécialement par l'article 6ter, § 2, en projet) et des motifs sur lesquels elles se fondent, eu égard aux principes d'égalité et de non-discrimination.

2. Dans la version néerlandaise de la phrase introductive de l'article 6ter, § 1^{er}, en projet, il y a lieu d'écrire « 5°, 6°, 8° en 9° » plutôt que « 5, 6, 8 en 9 ».

3. L'article 6ter, § 1^{er}, 4°, en projet contient l'exigence selon laquelle, pour être désignées comme représentatives et le rester, les associations professionnelles concernées doivent « s'adresser statutairement » aux catégories de médecins et candidats médecins mentionnés dans la disposition « dans au moins une des communautés visées à l'article 2 de la Constitution ».

La question se pose de savoir si cette rédaction traduit l'intention selon laquelle, s'agissant des Communautés française et flamande, c'est sur l'ensemble du territoire où s'exercent les compétences de ces communautés, c'est-à-dire tant en région bilingue de Bruxelles-Capitale que, respectivement, dans la région de langue française ou dans la région de langue néerlandaise, que les associations en question doivent « s'adresser statutairement » aux catégories de médecins et candidats médecins concernés.

Si tel est le cas, cette intention devrait être plus clairement exprimée.

Si tel n'est pas le cas, il est préférable, afin de traduire plus clairement l'intention poursuivie, de remplacer l'expression « au moins une des communautés visées à l'article 2 de la Constitution » par l'expression « au moins une des régions linguistiques visées à l'article 4 de la Constitution ».

4. L'article 6ter, § 1^{er}, 5°, en projet impose aux associations professionnelles de « s'engager à mettre à disposition du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, la liste de ses membres et ses statuts » afin de pouvoir être désignées comme représentatives.

L'article 2:7 du Code des sociétés et des associations dispose comme suit :

« § 1^{er}. Sans préjudice du paragraphe 2 concernant la conservation électronique de la première version et des coordinations ultérieures des statuts, il est tenu, pour chaque personne morale, un dossier au greffe du tribunal de l'entreprise du siège de la personne morale.

Le dossier visé à l'alinéa 1^{er} tend à permettre aux tiers avec lesquels toute personne morale traite de vérifier que celle-ci est légalement constituée, qu'elle a le droit d'exercer ses activités, que ses organes de représentation ont le pouvoir de l'engager, et, dans une société, si les associés ou actionnaires ont une responsabilité illimitée ou non. Il doit aussi permettre à tout intéressé de mettre en cause la responsabilité des membres des organes chargés de l'administration, de la surveillance ou du contrôle des personnes morales.

La personne morale est inscrite au registre des personnes morales, répertoire de la Banque-Carrefour des Entreprises.

§ 2. Le texte de la première version des statuts issue de l'acte constitutif et de la version coordonnée des statuts après chaque modification, visé aux articles 2:8, 2:9, 2:10 et 2:11, est conservé dans un système de base de données électronique consultable publiquement, qui fait partie du dossier de la personne morale et qui est géré, pour les statuts et leurs mises-à-jour qui découlent d'actes notariés reçus en Belgique, par la Fédération Royale du Notariat belge et pour les autres par une instance à désigner par le Roi ».

Les articles III.16, § 1^{er}, 1°, et III.17 du Code de droit économique prévoient également que toute personne morale est inscrite dans la Banque-Carrefour des Entreprises⁷⁻⁸ et se voit attribuer lors de son inscription un numéro d'entreprise, lequel est un numéro d'identification unique⁹. En vertu de l'article III.31 du même Code, des données visées à

⁷ Voir également l'article III. 18, § 1^{er}, du même Code.

⁸ Voir ainsi l'avis 62.397/4 donné le 22 novembre 2017 sur un avant-projet devenu le décret de la Région wallonne du 1^{er} mars 2018 'insérant un Titre VIII dans le Livre I^{er} de la Deuxième partie du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à l'agrément des Services et dispositifs d'accompagnement des violences entre partenaires et des violences fondées sur le genre' (*Doc. parl.*, Parl. wall., 2017-2018, n° 993/1, pp. 9 à 11, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/62397>), l'avis 59.761/2/V donné le 10 août 2016 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 octobre 2016 'relatif à l'octroi de l'aide au démarrage pour les groupements et organisations de producteurs dans le secteur agricole' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/59761>) et l'avis 58.231/4 donné le 21 octobre 2015 sur un projet devenu l'arrêté ministériel de la Région wallonne du 28 janvier 2016 'relatif à la formation professionnelle en matière d'agriculture' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/58231>).

⁹ Voir dans le même sens l'avis 56.023/4 donné le 7 mai 2014 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 'portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/56023>), l'observation sous l'article 61, l'avis n° 54.467/4 donné le 9 décembre 2013 sur un avant-projet devenu le décret de la Région wallonne du 27 mars 2014 'modifiant certaines dispositions du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé en créant des services d'aide et de soins aux personnes prostituées' (*Doc. parl.*, Parl. wall., 2013-2014, n° 974/1, pp. 6 à 8, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/54467>), l'avis 54.802/4 donné le 29 janvier 2014 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 'relatif aux modalités d'agrément et de fonctionnement des conseils cynégétiques' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/54802>) et l'avis 54.859/4 donné le 27 janvier 2014 sur un avant-projet

l'article III.29, § 1^{er}, inscrites dans la Banque-Carrefour des Entreprises sont accessibles par un site internet libre d'accès, lequel permet l'accès de l'administration aux données détenues par d'autres départements ¹⁰.

Il n'y a donc pas lieu de contraindre les organisations professionnelles à s'engager à mettre à disposition leur statuts dès lors que la publicité et l'accès à ceux-ci sont déjà organisés par la loi.

En outre, conformément à l'article 9 :3, § 1^{er}, alinéa 3, du Code des sociétés et des associations, toute ASBL

« doit, en cas de requête orale ou écrite, accorder sans délai l'accès au registre des membres aux autorités, administrations et services, en ce compris les parquets, les greffes et les cours, les tribunaux et toutes les juridictions et les fonctionnaires légalement habilités à cet effet et doit en outre fournir à ces instances les copies ou extraits de ce registre que ces dernières estiment nécessaires ».

Il n'y a par conséquent pas non plus lieu d'imposer aux organisations professionnelles de s'engager à mettre à la disposition du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, la liste de leurs membres dès lors qu'une obligation d'accès au registre des membres à la demande de l'administration est déjà organisée par la loi.

Interrogée à cet égard, la déléguée du Ministre a répondu ce qui suit :

« We kunnen ermee akkoord gaan om deze bepaling te schrappen met het oog op een administratieve vereenvoudiging ».

L'article 6ter, § 1^{er}, 5°, en projet, sera par conséquent omis.

Article 6

1. Dans la phrase liminaire, il convient de préciser que l'article 8bis de l'arrêté royal du 21 avril 1983 'fixant les modalités de l'agrément des médecins spécialistes et des médecins généralistes' y a été inséré par l'arrêté royal du 17 juillet 2009.

2. L'article 6, 1°, du projet précisera que c'est au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, premier tiret, et 3°, de l'article 8bis de l'arrêté royal du 21 avril 1983 que la modification en projet doit intervenir.

devenu le décret du 3 avril 2014 'relatif aux arts plastiques' (*Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., 2013-2014, n° 620/1, pp. 42 à 53, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/54859>).

¹⁰ Le numéro d'entreprise permet via la Banque-Carrefour des Entreprises la consultation des données enregistrées sur le site du SPF Justice. Voir, sur cet aspect, l'avis 44.526/4 donné le 9 juin 2008 sur un avant-projet devenu le décret du 5 mars 2009 de la Commission communautaire française 'relatif à l'offre de services ambulatoires dans le domaine de l'Action sociale, de la Famille et de la Santé' (*Doc. parl.*, Ass. Comm. Comm. fr., 2007-2008, n° 141/1, pp. 101 à 110, <https://www.parlementfrancophone.brussels/documents/projet-019512-du-14-07-2008-a-13-18-41/document>).

L'article 6, 2°, du projet précisera que c'est au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, de l'article 8*bis* de l'arrêté royal du 21 avril 1983 que la modification en projet doit intervenir.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in het eerste lid ook moet worden verwezen naar artikel 96/1 van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 ‘betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen’, ingevoegd bij de wet van 18 mei 2022, aangezien die bepaling de rechtsgrond van de artikelen 3 tot 5 van het ontwerp vormt.
2. De aanhef moet worden aangevuld met een verwijzing naar het koninklijk besluit van 29 februari 2016, dat bij artikel 7 van het ontwerp wordt gewijzigd.¹
3. In het vierde lid dient de datum te worden toegevoegd waarop de staatssecretaris voor Begroting (en niet de “Minister van Begroting”) het ontwerp akkoord heeft bevonden, te weten 28 juni 2022.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. Overeenkomstig de beginselen van de wetgevingstechniek moet de inleidende zin van artikel 1 als volgt worden geredigeerd:

“Artikel 5 van het koninklijk besluit van 21 april 1983 tot vaststelling van de nadere regelen voor erkenning van artsen-specialisten en van huisartsen, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 februari 2016, wordt vervangen als volgt:”.

Bovendien moet de ontworpen tekst beginnen met de vermelding “Art. 5.”. Deze opmerking geldt *mutatis mutandis* ook voor de ontworpen artikelen 6, 6bis, 6ter en 6quater (artikelen 2, 3, 4 en 5 van het ontwerp).²

¹ *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, <http://www.raadvst-consetat.be>, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 29 en 30 en formule F 3-3.

² *Ibidem*, formules F 4-2-3-1 en F 4-2-3-2.

2. In het ontworpen artikel 5, § 2, eerste lid, dient telkens specifiek te worden verwezen naar het eerste lid van het vermelde artikel 6, § 1.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 5, § 6, derde lid, het ontworpen artikel 6^{ter}, § 1 (artikel 4 van het ontwerp) en artikel 6 van het ontwerp.

3. In het ontworpen artikel 5, § 2, eerste lid, 4° tot 9°, moeten de woorden “in de bepaling onder” en “disposition” worden weggelaten.

Een gelijkaardige opmerking geldt voor de Franse tekst van het ontworpen artikel 6, § 1, eerste lid, 6° en 9° (artikel 2 van het ontwerp), voor de beide taalversies van het ontworpen artikel 6, § 1, tweede en vierde lid, en van het ontworpen artikel 6^{ter}, § 1 (inleidende zin) (artikel 4 van het ontwerp) en voor de Franse tekst van artikel 7, 1°, van het ontwerp.

4. In de Franse tekst moeten de punten 1°, 2° en 3° van het ontworpen artikel 5, § 2, tweede lid, beginnen met het lidwoord “la” of “le”.

5. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 5, § 6, derde lid, zijn de woorden “seuls”, dat tweemaal wordt gebruikt, en “ne concerne que” dubbelop. Het eerstgenoemde woord moet telkens worden weggelaten.

Artikel 2

1. In de inleidende zin dient nader te worden bepaald dat artikel 6 van het koninklijk besluit van 21 april 1983 ‘tot vaststelling van de nadere regelen voor erkenning van artsen-specialisten en van huisartsen’ laatstelijk is gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 februari 2016.

2. Overeenkomstig het ontworpen artikel 6, § 1, eerste lid, 4° en 7°, bestaat de Hoge Raad van artsen-specialisten en van huisartsen uit onder meer twaalf artsen, erkend als arts-specialist en voorgedragen door de faculteiten geneeskunde, en twaalf artsen, erkend als huisarts en voorgedragen door de faculteiten geneeskunde.

In dat verband heeft de afdeling Wetgeving reeds op het volgende gewezen:

“9. Het in artikel 10 van het wetsvoorstel bedoelde college kan de ingrepen omschrijven die tot de drie zwaarste categorieën behoren en geeft advies over de architecturale, functionele en organisatorische normen voor alle categorieën van instellingen. Het college is samengesteld uit negen artsen en een verpleegkundige die de betrokken beroepsbeoefenaars vertegenwoordigen, uit een vertegenwoordiger van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, maar ook uit vier artsen die worden voorgedragen door de faculteiten geneeskunde en drie leden voorgedragen door het Waalse Gewest, het Vlaamse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

(...)

9.2. Het beginsel van de wederzijdse autonomie van de federale Staat, de gemeenschappen en de gewesten staat eraan in de weg dat één van deze overheden bij het samenstellen van de organen die zij opricht, voorziet in de verplichte medewerking van een instantie die onder een ander bevoegdheidsniveau ressorteert. Het wetsvoorstel schendt dat beginsel nu erin wordt bepaald dat het college verplicht bestaat uit leden ter vertegenwoordiging van universiteiten die door een gemeenschap georganiseerd worden, (...).

Zulk een verplichte medewerking kan enkel worden vooropgesteld met inachtneming van één van de samenwerkingsvormen waarin te dien einde wordt voorzien in titel IVbis van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980.

In casu zou toepassing gemaakt kunnen worden van artikel 92ter van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980 voor wat betreft de vertegenwoordiging van de door de gemeenschappen georganiseerde universiteiten die geen eigen rechtspersoonlijkheid bezitten en voor wat betreft de vertegenwoordigers van de gemeenschappen. Daaruit volgt dat de bedoelde vertegenwoordigers moeten worden aangewezen bij een koninklijk besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad, en met de akkoordbevinding van de regeringen van de betrokken gemeenschappen. Voor de vertegenwoordigers van de universiteiten, die georganiseerd worden door de gemeenschappen en die wel een eigen rechtspersoonlijkheid bezitten, is daarentegen een samenwerkingsakkoord vereist, in de zin van artikel 92bis van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980. De afdeling Wetgeving heeft immers reeds gesteld³ dat artikel 92ter enkel betrekking heeft op de vertegenwoordiging van de gemeenschappen als zodanig en niet van instellingen die ervan afhangen, en die een eigen rechtspersoonlijkheid bezitten.

Daarbij komt dat, zoals de afdeling Wetgeving van de Raad van State reeds heeft opgemerkt, het federale organisme waarin vertegenwoordigers van de deelentiteiten zitting hebben een federaal karakter dient te behouden om aldus geen afbreuk te doen aan de bevoegdheidverdelende regels, waardoor het dus uitgesloten is dat dat organisme volledig of grotendeels samengesteld is uit vertegenwoordigers van de deelentiteiten of dat die vertegenwoordigers daarin een dominerende rol vervullen.⁴ Aan deze voorwaarde is te dezen wel voldaan, nu slechts zeven van de achttien leden van het college vertegenwoordigers zijn van de gemeenschappen of van universiteiten die door de gemeenschappen worden georganiseerd.

9.3. De voorgaande opmerkingen met betrekking tot de vertegenwoordigers van de universiteiten zijn ingegeven door de vaststelling dat artikel 10 van het wetsvoorstel indruk wekt dat de leden die behoren tot de universiteiten beschouwd zouden moeten worden als vertegenwoordigers van die instellingen. Het zou anders zijn indien die personen niet beschouwd werden als vertegenwoordigers van hun instellingen, maar wel als leden als zodanig.⁵ Er zou bijvoorbeeld kunnen worden bepaald dat de betrokken leden behoren tot de erin vermelde universiteiten en door de Koning worden benoemd, zonder

³ Voetnoot 17 van het geciteerde advies: Zie advies 32.166/2/V van 12 september 2001 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 22 maart 2002 houdende wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, *Parl. St.*, Kamer, 2000-2001, nr. 1422/1, pp. 33 en 34.

⁴ Voetnoot 18 van het geciteerde advies: Zie advies 44.243/AV van 10 april 2008 over een voorstel van bijzondere wet houdende institutionele maatregelen, *Parl. St.*, Senaat, 2007-2008, nr. 4-602/2, p. 36.

⁵ Voetnoot 19 van het geciteerde advies: Zie advies 39.847/VR-39.848/VR van 8 februari 2006 over een wetsvoorstel tot oprichting van een Federale Adviesraad voor Senioren en een wetsvoorstel tot oprichting van een Federale Adviesraad voor de sector van de senioren, *Parl. St.*, Senaat, 2005-2006, nr. 3-1027/3, p. 4 en advies 47.567/VR van 12 en 19 januari 2010 over een voorontwerp (titel VIII – Wetenschapsbeleid) dat heeft geleid tot de wet van 28 april 2010 houdende diverse bepalingen, *Parl. St.*, Kamer, 2009-2010, nrs. 52-2423/1 en 52-2424/1, p. 154-155.

te preciseren dat zij erdoor worden voorgedragen, waardoor immers de indruk ontstaat dat zij die universiteiten vertegenwoordigen. Een aldus geherformuleerde bepaling zou, voor wat de betrokken leden betreft, geen afbreuk doen aan het hiervoor vermelde beginsel van de wederzijdse autonomie. (...)”⁶.

In casu kan een gelijkaardige opmerking worden gemaakt.

3. Het derde lid van het ontworpen artikel 6, § 1, stelt het volgende:

“Voor de onder het eerste lid, 3° tot en met 9° bedoelde effectieve en plaatsvervangende leden worden door de respectieve voordragende instanties gezamenlijk telkens een gelijk aantal Nederlandstalige en Franstalige kandidaten voorgedragen.”

Zo ook wordt in de derde zin van het vierde lid van het ontworpen artikel 6, § 1, het volgende bepaald:

“Per categorie bedoeld in het eerste lid in de bepalingen onder 2° tot en met 9° worden evenveel Nederlandstalige en Franstalige effectieve en evenveel Nederlandstalige en Franstalige plaatsvervangende leden benoemd.”

Men zou in het dispositief van het besluit moeten preciseren hoe die hoedanigheid van “Nederlandstalige” en van “Franstalige” zal worden vastgesteld voor de toepassing van die ontworpen bepalingen.

Artikel 4

1. Het verdient aanbeveling het voorliggende ontwerp te voorzien van een verslag aan de Koning, dat de nodige verduidelijkingen zou kunnen bevatten met betrekking tot de erkenningsvoorwaarden die het ontwerp in het vooruitzicht stelt (in het bijzonder in het ontworpen artikel 6ter, § 2) en de motivering waarop die voorwaarden steunen, gelet op de beginselen van gelijkheid en non-discriminatie.

2. In de Nederlandse tekst van de inleidende zin van het ontworpen artikel 6ter, § 1, dient men “5°, 6°, 8° en 9°” te schrijven in plaats van “5, 6, 8 en 9”.

3. Het ontworpen artikel 6ter, § 1, 4°, bevat het vereiste dat, om als representatief te worden aangewezen en aangewezen te blijven, de beroepsverenigingen in kwestie “zich statutair [moeten] richten” tot de categorieën van artsen en kandidaat-artsen die in de bepaling worden vermeld “in ten minste een van de gemeenschappen bedoeld in artikel 2 van de Grondwet”.

⁶ Advies 49.794/VR/3-49.795/VR/3 van 28 juni over een voorstel van wet ‘tot regeling van de vereiste kwalificaties om ingrepen van invasieve medische cosmetiek uit te voeren’ (*Parl. St.* Senaat 2010-11, nr. 5-62/1, 1-18, <https://www.senate.be/adviezen/49794>) en over een voorstel van wet ‘tot regeling van de instellingen buiten het ziekenhuis waar invasieve esthetische ingrepen worden uitgevoerd’ (*Parl. St.* Senaat 2010-11, nr. 5-63/2, 1-18, <https://www.senate.be/adviezen/49795>).

De vraag rijst of die redactie de bedoeling weergeeft volgens welke, waar het om de Vlaamse Gemeenschap en de Franse Gemeenschap gaat, de verenigingen in kwestie zich “statutair [moeten] richten” tot de betreffende categorieën van artsen en kandidaat-artsen op heel het grondgebied waar die gemeenschappen hun bevoegdheden uitoefenen, dat wil zeggen zowel het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad als respectievelijk het Nederlandse en het Franse taalgebied.

Als dat het geval is, moet die bedoeling duidelijker naar voren worden gebracht.

Als dat niet het geval is, is het raadzaam de juiste bedoeling duidelijker weer te geven door de formulering “ten minste een van de gemeenschappen bedoeld in artikel 2 van de Grondwet” te vervangen door de formulering “ten minste een van de taalgebieden vermeld in artikel 4 van de Grondwet”.

4. Het ontworpen artikel 6ter, § 1, 5°, bepaalt dat de beroepsverenigingen maar als representatief kunnen worden aangewezen als ze “zich ertoe verbinden om hun ledenlijst en hun statuten ter beschikking te houden van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu”.

Artikel 2:7 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen bepaalt het volgende:

“§ 1. Onverminderd paragraaf 2 met betrekking tot de elektronische bewaring van de eerste versie en de latere coördinaties van de statuten, wordt op de griffie van de ondernemingsrechtbank van de zetel van de rechtspersoon, voor iedere rechtspersoon een dossier gehouden.

Het in het eerste lid bedoelde dossier strekt ertoe derden waarmee elke rechtspersoon handelt of te maken heeft na te gaan of die rechtspersoon geldig is opgericht, of hij het recht heeft zijn activiteiten uit te oefenen, of zijn vertegenwoordigingsorganen het recht hebben hem te verbinden, en of, in een vennootschap, de vennoten of aandeelhouders al dan niet onbeperkt aansprakelijk zijn. Dit dossier stelt elke belanghebbende in staat de leden van de organen belast met het bestuur, het toezicht of de controle van rechtspersonen ter verantwoording te roepen.

De rechtspersoon wordt ingeschreven in het rechtspersonenregister, onderdeel van de Kruispuntbank van ondernemingen.

§ 2. De in de artikelen 2:8, 2:9, 2:10 en 2:11 bedoelde tekst van de eerste versie van de statuten uit de oprichtingsakte en van de gecoördineerde versie van de statuten na elke wijziging, wordt bewaard in een openbaar raadpleegbaar elektronisch databanksysteem dat deel uitmaakt van het dossier van de rechtspersoon en dat, voor wat betreft de statuten en de bijwerkingen daarvan die voortvloeien uit in België verleden notariële akten, wordt beheerd door de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat, en voor de andere door een door de Koning aan te wijzen instantie.”

De artikelen III.16, § 1, 1°, en III.17 van het Wetboek van economisch recht bepalen eveneens dat iedere rechtspersoon in de Kruispuntbank van Ondernemingen wordt ingeschreven⁷⁻⁸ en bij zijn inschrijving een ondernemingsnummer krijgt, dat een uniek identificatienummer is.⁹ Krachtens artikel III.31 van hetzelfde Wetboek zijn gegevens bedoeld in artikel III.29, § 1, en ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen, beschikbaar via een vrijelijk toegankelijke website die de administratie toegang geeft tot de gegevens die andere departementen bijhouden.¹⁰

Er is dus geen reden om de beroepsorganisaties te verplichten hun statuten ter beschikking te stellen, aangezien de openbaarheid en de toegang tot die statuten al bij wet zijn geregeld.

Overeenkomstig artikel 9:3, § 1, derde lid, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen moet elke vzw bovendien

“op mondeling of schriftelijk verzoek, aan de overheden, de administraties en de diensten, met inbegrip van de parketten, de griffies en de hoven, de rechtbanken en alle rechtscolleges en de daartoe wettelijk gemachtigde ambtenaren, onverwijld toegang verlenen tot het register van de leden en deze instanties bovendien de kopieën of uittreksels uit dit register verstrekken die deze instanties nodig achten.”

Bijgevolg is er ook geen reden om de beroepsorganisaties te verplichten hun ledenlijst ter beschikking te stellen van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, aangezien de verplichting om, op verzoek van de administratie, toegang te verlenen tot het ledenbestand al bij wet is geregeld.

⁷ Zie ook artikel III.18, § 1, van hetzelfde Wetboek.

⁸ Zie bijvoorbeeld advies 62.397/4 van 22 november 2017 over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van het Waals Gewest van 1 maart 2018 ‘tot invoeging van een Titel VIII in boek I van het tweede deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de erkenning van de diensten en de voorzieningen voor de begeleiding van partnergeweld en gendergerelateerd geweld’ (*Parl. St. W.Parl.* 2017-18, nr. 993/1, 9-11, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/62397>), advies 59.761/2/V van 10 augustus 2016 over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Waalse Regering van 27 oktober 2016 ‘betreffende de toekenning van de opstartsteun voor de producentengroeperingen en –organisaties in de landbouwsector’ (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/59761>) en advies 58.231/4 van 21 oktober 2015 over een ontwerp dat heeft geleid tot het ministerieel besluit van het Waals Gewest van 28 januari 2016 ‘betreffende de beroepsopleiding inzake landbouw’ (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/58231>).

⁹ Zie in dezelfde zin advies 56.023/4 van 7 mei 2014 over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ‘ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen’ (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/56023>), opmerking bij artikel 61, advies 54.467/4 van 9 december 2013 over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van het Waals Gewest van 27 maart 2014 ‘tot wijziging van sommige bepalingen van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid door zorg- en hulpverleningsdiensten voor geprostitueerde personen op te richten’ (*Parl. St. W.Parl.* 2013-14, nr. 974/1, 6-8, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/54467>), advies 54.802/4 van 29 januari 2014 over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 ‘betreffende de erkennings- en werkingsmodaliteiten van de jachtraden’ (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/54802>) en advies 54.859/4 van 27 januari 2014 over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van 3 april 2014 ‘betreffende de beeldende kunsten’ (*Parl. St. Fr.Parl.* 2013-14, nr. 620/1, 42-53, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/54859>).

¹⁰ Dankzij het ondernemingsnummer kunnen de gegevens die op de website van de FOD Justitie zijn opgeslagen, via de Kruispuntbank van Ondernemingen worden geraadpleegd. Zie wat dat betreft advies 44.526/4 van 9 juni 2008 over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van 5 maart 2009 van de Franse Gemeenschap ‘betreffende het aanbod van ambulante diensten in de domeinen van de sociale actie, het gezin en de gezondheid’ (*Parl. St. Verg.Fr.Gem.Comm.* 2007-08, nr. 141/1, 101-110, <https://www.parlementfrancophone.brussels/documents/projet-019512-du-14-07-2008-a-13-18-41/document>).

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“We kunnen ermee akkoord gaan om deze bepaling te schrappen met het oog op een administratieve vereenvoudiging.”

Het ontworpen artikel 6ter, § 1, 5°, moet bijgevolg worden weggelaten.

Artikel 6

1. In de inleidende zin moet worden gepreciseerd dat artikel 8bis van het koninklijk besluit van 21 april 1983 ‘tot vaststelling van de nadere regelen voor erkenning van artsen-specialisten en van huisartsen’ daarin is ingevoegd bij het koninklijk besluit van 17 juli 2009.

2. Artikel 6, 1°, van het ontwerp moet preciseren dat de ontworpen wijziging moet worden aangebracht in paragraaf 1, eerste lid, 2°, eerste streepje, en 3°, van artikel 8bis van het koninklijk besluit van 21 april 1983.

Artikel 6, 2°, van het ontwerp moet preciseren dat de ontworpen wijziging moet worden aangebracht in paragraaf 1, eerste lid, 3°, van artikel 8bis van het koninklijk besluit van 21 april 1983.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Esther CONTI

Pierre VANDERNOOT